

... ou sortir du paradigme dominant

Gilles Dacheux

Après une 1^{re} journée assez orthodoxe lancée dans le sillage du discours du Commissaire européen Verheugen, la 2^e journée de la troisième édition du colloque „en route vers Lisbonne“ sortait des sentiers battus en se plaçant sous le signe de l'Europe sociale et solidaire.

Il est à noter une qualification exceptionnelle des intervenants et de l'assemblée, hauts fonctionnaires européens, chercheurs en économie et sociologie, dirigeants de sociétés marchandes et non marchandes, penseurs de l'Economie sociale et solidaire, le tout dynamiquement animé par Eric Lavillunière d'INEES.

Après l'intervention inaugurale, la veille, du ministre de l'Economie Jeannot Krecké, le ministre de l'Emploi et de la Recherche François Biltgen a lancé un appel: „Les institutions fondamentales européennes doivent formuler une déclaration pour rétablir l'équilibre entre les libertés fondamentales économiques et les droits sociaux de base.“

Cette volonté s'est d'ailleurs répétée tout au long des débats contextualisés par la crise financière qui devrait, selon S. Arzeni (OCDE), s'étendre jusqu'à la mi-2010, accroître les inégalités et



De gauche à droite: Jean-Louis Laville, Matthieu de Nanteuil, Romain Biever et Eric Lavillunière

induire une augmentation de 25% du chômage sur l'espace OCDE.

Des lors, a questionné D. Stokink, (Think tank pour la solidarité), „comment ne pas remettre en cause le paradigme défendu par le président de l'UE, M. Barroso qui postule que la croissance seule induirait de l'emploi qui, lui-même, améliorerait la cohésion sociale? Il faudrait enfin considérer ces trois éléments

comme un ensemble indissociable et interdépendant, tel que l'induisent les objectifs de Lisbonne, vers une société de la connaissance pour la compétitivité, l'emploi, la cohésion sociale et le développement durable.“

Il appartient donc aux dirigeants avec la participation de la société civile „d'établir une éthique européenne de vivre ensemble, de créer une économie du bien-être“ a ajouté S. Thirion du

Conseil de l'Europe (COE).

La notion de bien-être peut paraître subjective mais selon une étude du COE certains dénominateurs communs existent sur le bien être matériel mais aussi sur ce mieux vivre ensemble qu'on appelle le bien-être immatériel. Ces deux composantes, à condition de les exprimer au sein de l'espace public, peuvent constituer les bases de la construction de citoyennetés européennes. Es-

pace public et identité européenne étant deux composantes essentielles d'une démocratie européenne.

„Aujourd'hui, nous sommes à une croisée de chemins“ nous dit J.L. Laville (CNAM Paris): „Soit on retourne aux vieilles antennes du 'second âge' de la solidarité, c'est-à-dire à une économie vouée au développement des richesses des nations, la solidarité étant réduite à la philanthropie, à la marge du système. Et par ailleurs, on fait confiance au marché pour résoudre les problèmes. Soit on entre dans une dynamique d'économie plurielle, dans une vision élargie qui nous sorte de la simple opposition entre économie et systèmes de redistribution.“

Ce qui ne serait pas suffisant, selon le sociologue Matthieu de Nanteuil, tant qu'on ne s'attachera pas à (re)dessiner les grandes lignes d'un projet européen avec les citoyens.

La séance se terminait avec Romain Biever (INEES) qui exposait, sur la base de l'expérience Objectif Plein Emploi, la pertinence de l'économie solidaire pour démocratiser l'économie. Dans le débat plusieurs participants soulignaient le fort potentiel du Luxembourg pour explorer ces nouvelles voies, comme un enjeu historique pour l'ensemble de l'Europe.

Diminuer les inégalités grâce à une consommation responsable

Acheter c'est exprimer un choix

Françoise Pescatore*

Chaque jour, nous sommes confrontés à des inégalités entre le Nord et le Sud vis-à-vis desquelles nous nous sentons impuissants.

Par exemple, nous restons éberlués devant le fait que les responsables politiques de l'hémisphère Nord n'ont apparemment pas de problème à débloquer du jour au lendemain des montants faramineux de l'ordre de mille milliards de dollars pour renflouer des banques coulées par des banquiers peu scrupuleux, alors qu'ils capitulent devant le fait que, chaque jour, 30.000 person-

nes meurent de faim. Ou encore: sans vraiment le vouloir, nous portons des vêtements fabriqués par des ouvrières dont les conditions de travail sont déplorables, et nous achetons des tapis tissés par des enfants de huit ans.

Nous savons que les marchandises fabriquées au Sud le sont presque toujours dans des conditions qui violent les droits de l'homme (et encore davantage ceux de la femme!) au travail. Nous regrettons l'absence de code éthique – et pourtant nous achetons ces marchandises. Nous agissons comme s'il n'y avait aucune relation entre notre mode de consommation et les

conditions de production, comme si notre demande était sans influence sur ces conditions.

La publicité, en manipulant nos goûts et attitudes, a pu constituer une clientèle fidèle aux grandes enseignes, pour le plus grand bien de quelques firmes et contre les intérêts des travailleurs du Sud. Il est temps de se défaire du rôle de clients dociles! Le moment est venu d'agir comme citoyens qui savent que la consommation est un acte politique.

Tout comme, lors des élections, chaque vote est important, chacun de nos achats revêt une signification politique: nous exprimons un choix.

En choisissant, nous contribuons au développement des produits biologiques et/ou Fairtrade. Un style de vie „LoHaS“ (Lifestyle of Health and Sustainability – on ne consomme que ce qui est sain et durable) se propage.

Au Luxembourg, il est facile de faire ce choix de façon à contribuer à une plus grande équité dans le commerce mondial.

La gamme de produits labellisés „TransFair/Fairtrade“ s'élargit d'année en année; elle comporte du café, du thé, du chocolat, du sucre, du miel, des jus de fruits, des fruits frais, du riz, des ballons de foot et du coton.

Notre pays dispose d'un bon réseau de points de vente du Commerce équitable: les produits peuvent être achetés dans les supermarchés, dans certaines épiceries et boulangeries, dans les magasins bio et dans les „Boutiques du Monde“. De plus, les „Boutiques du Monde“ (situées à Bettendorf, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck et Luxembourg) offrent un grand choix d'artisanat des quatre coins du monde.

* L'auteur est collaboratrice de TransfairMinka

Solidarwirtschaft (2)

Am Beispiel Kayl

Neben Rümelingen war Kayl eine der ersten Gemeinden, in welcher, zusammen mit dem „Objectif Plein Emploi“ (OPE), 1998 ein „Centre d'initiative et de gestion local“ (CIGL) geschaffen wurde. Auch diese Gemeinde hatte Sinn und Zweck der Solidar- und Sozialwirtschaft erkannt und befehlte sich in den folgenden Jahren, in den beiden Ortschaften Kayl und Tetingen, diese Idee in Wirklichkeit umzusetzen. Folgende Projekte wurden, seit der Gründung, in den nachfolgenden Jahren realisiert: Es begann mit der Renaturierung einer Baumzone, zusammen mit dem Förster, wo auf Gemeindegebiet das Projekt „Bongert – E Bam fir de Puppelchen“ realisiert wurde. Es folgte die Reinigung der „Kälbaach“ und ihrer Böschung, die Reinigung der großen Mauer um den Friedhof, neue Gehwege wurden hier angelegt und eine alte Treppe am Eingang

wurde durch eine neue ersetzt. In Zusammenarbeit mit dem zuständigen Verein wurde die Säuberung der Umgegend des Schießstandes vorgenommen und ein zusätzlicher Büroraum

berung der Umgegend des Schießstandes vorgenommen und ein zusätzlicher Büroraum

wurde geschaffen. In der rue Notre-Dame wurde ein Berghang stabilisiert und die große Mauer renoviert und gereinigt. Hinter dem Gebäude des Technischen Dienstes der Gemeindeverwaltung wurde ein öffentlicher Parkplatz eingerichtet. Die Befestigung eines Berghanges beim Fußballfeld wurde vorgenommen und es wurden ebenfalls mehrere Pétanque-Pisten eingerichtet.

Schon ab 1998 ist die Mannschaft „Environnement et espaces verts“, zusammen mit dem Technischen Dienst der Gemeindeverwaltung, mit der Sauberhaltung und dem Unterhalt einer ganzen Reihe von Grünflächen und Kinderspielflächen beschäftigt. Auf den Geländen „Hannert der Bannmiller“ und „An de Gonnerweisen“ wurden sogenannte „Schmüewelenhaischer“ für Schwalben eingerichtet.

Eines der schönsten realisierten Projekte war die Herrichtung

des neben der Alexandra-Schule gelegenen Geländes mit der Schaffung eines Fußgängerweges. Seit 2003 besteht dann auch ein Hilfedienst „Kleng Aarbecht“, wo älteren allein stehenden oder behinderten Mitbürgern bei täglich anfallenden Problemen geholfen wird. Die Wichtigkeit dieses Dienstes belegt am besten folgende Zahl: Allein im Jahre 2007 wurde dieser Dienst 368 Mal von Bürgerinnen und Bürgern in Anspruch genommen. Neu in der Gemeinde Kayl ist die in diesem Jahr geschaffene „Internetstuf“ genannt „KBIT'S Place“, ausgestattet mit sechs Computern, wo die Bevölkerung Gelegenheit hat, ins Internet einzusteigen.

Halten wir noch fest, dass das „Centre d'initiative et de gestion locale“ (CIGL) Kayl bisher mehr als 100 Personen beschäftigt hat und im Schnitt 30 Personen hier tätig sind. Nic Eickmann



Die „Internetstuf“ KBIT'S Place

Foto: Tagblatt-Archiv/Alain Rischard